

**M. le Président.** — Nous passons maintenant à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule, je suis saisi d'un amendement n° 3 présenté par M. Dalsager, au nom du groupe socialiste, et dont voici le texte :

Préambule, alinéas 4 et 5, et paragraphe 5, alinéa b) :  
Remplacer dans ces textes les mots : « union politique »  
par les mots : « union européenne ».

La parole est à M. Dalsager pour défendre son amendement.

**M. Dalsager.** — (DK) Merci, Monsieur le Président, de m'avoir donné l'occasion de remercier M. Mommersteeg du travail circonstancié qu'il a fourni dans son rapport. Je me suis donné la peine, en me basant sur le rapport et sur la teneur de la proposition de résolution, de consulter la traduction danoise et toutes les autres traductions officielles de la résolution prise lors de la Conférence au sommet de Paris, et j'ai constaté partout que la résolution de la Conférence au sommet parle d'une union européenne, et non pas d'une union politique ». Ce n'est naturellement pas par hasard que le communiqué final de la Conférence au sommet parle « d'union européenne », alors que le d'une union politique. Ce n'est naturellement pas sciemment. C'est pour cela que je pense que nous serions plus près de l'esprit de la Conférence au sommet si nous adoptons l'amendement que j'ai présenté au nom du groupe socialiste.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Mommersteeg, rapporteur.** — (NL) Monsieur le Président, je n'y vois pas d'inconvénient, mais il faut que je dise qu'à mon avis, l'union européenne sera une union politique ; ceci ressort déjà du préambule du rapport et je pensais que cette perspective était unanimement acceptée. Mais si M. Dalsager désire se référer à la terminologie de la Conférence au sommet de Paris, je ne m'y opposerai certes pas.

**M. le Président.** — La parole est à M. Radoux.

**M. Radoux.** — Monsieur le Président, je désire préciser, en mon nom personnel, que si je suis d'accord sur l'expression « union européenne », c'est parce qu'elle a déjà été employée entre les années 1950 et 1953, notamment lorsque nous avons créé l'ensemble ad hoc. Par conséquent, il ne m'a pas semblé nécessaire d'insister et j'ai donné mon accord dans le souci d'atteindre à une terminologie commune au Parlement et au Conseil.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je suis d'accord avec ce qu'a dit M.

Radoux. Pourtant je voudrais rappeler ce que j'ai déjà déclaré : nous devons donner un contenu à l'expression « union européenne » qui a été indiquée non seulement par la Conférence au sommet de Paris, mais aussi par des accords précédents. Et j'interprète « l'union européenne » comme étant une union tant politique qu'économique tout à la fois. C'est pourquoi avec les termes « union européenne », il nous faut y voir une union avec des éléments autant politiques qu'économiques.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 3.

L'amendement n° 3 est adopté.

L'amendement ayant été adopté, les quatrième et cinquième alinéas du préambule ainsi que l'alinéa b) du paragraphe 5 sont modifiés en conséquence.

Je mets aux voix le préambule.

Le préambule est adopté.

Sur les paragraphes 1 à 5, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets ces textes aux voix.

Les paragraphes 1 à 5 sont adoptés.

Sur le paragraphe 6, je suis saisi d'un amendement n° 4 présenté par M. Dalsager, au nom du groupe socialiste et qui tend à supprimer ce paragraphe.

La parole est à M. Dalsager.

**M. Dalsager.** — (DK) Monsieur le Président, je vois très bien que le paragraphe 6 dans la version révisée de la proposition de résolution est une version édulcorée du texte original, mais je voudrais déclarer que ce qui était écrit dans ce texte original était quelque chose de sensé que l'on pouvait insérer dans une proposition de résolution. Je n'étais pas d'accord avec ce qu'on y déclarait ; il reste que maintenant nous nous trouvons en présence d'un paragraphe 6 qui, dans le meilleur des cas, est une constatation sans importance ni signification, vu l'importance du sujet. Pour ce qui est de la coopération en matière de politique de défense et de sécurité, tout le monde sait dans cette salle que c'est là une affaire que certains membres de cette assemblée n'acceptent pas comme relevant des Communautés, en tout cas pas pour l'instant. C'est pourquoi j'estime opportun de recommander que l'on supprime de la résolution le paragraphe 6. Selon moi, cette résolution en serait améliorée, surtout telle qu'elle est établie dans sa version révisée.

**M. le Président.** — La parole est à Lord Gladwyn.

**Lord Gladwyn.** — (E) Monsieur le Président, j'espère que l'assemblée refusera cet amendement qui tend